

**PROJET DE DECISION SYMETRIQUE DE L'ARCEP  
SUR LES PROCESSUS TECHNIQUES ET OPERATIONNELS  
DE MUTUALISATION DES RESEAUX EN FIBRES OPTIQUES**

-  
**OBSERVATIONS DE NUMERICABLE-SFR**

*Synthèse*

A titre préliminaire, il convient de rappeler que le déploiement de la fibre optique se fait aujourd'hui dans un **cadre concurrentiel effectif** ; les chiffres de l'Observatoire de l'ARCEP pour le troisième trimestre 2014 en attestent : *au 30 septembre 2014, 3,6 millions de logements étaient éligibles aux offres FttH, soit une hausse de 33% en un an et, pour 2,2 millions, soit environ 60% de ces logements (+33% en un an), au moins deux opérateurs étaient en mesure de commercialiser des offres à très haut débit en fibre optique grâce aux mécanismes de mutualisation prévus par le cadre réglementaire* .

Dans ce contexte, l'adoption de nouvelles mesures de régulation ex ante doit nécessairement reposer **sur le constat préalable d'une carence du marché potentiellement nuisible à son bon fonctionnement concurrentiel** et nécessitant que de telles mesures soient adoptées afin de remédier au dysfonctionnement constaté.

A cet égard, fort de son expérience en tant qu'acteur dûment impliqué dans le déploiement des réseaux en fibres optiques sur le territoire national et engagé depuis plus de six années, à la fois en tant qu'opérateur d'immeuble et opérateur commercial, dans la définition de processus de mutualisation les plus efficaces possibles et satisfaisant les besoins de l'ensemble des opérateurs FttH, **SFR avait formulé**, lors de ses premières observations relatives au projet de décision de l'ARCEP, **de nombreux commentaires, réserves et interrogations à l'encontre d'un texte qu'elle considérait comme globalement inadapté, prématuré et contreproductif**.

**Loin d'avoir tenu compte de ces considérations et analyses** – pourtant partagées par l'ensemble des opérateurs ayant véritablement décidé d'investir dans les déploiements FttH – l'ARCEP persiste dans son approche au travers du nouveau texte (peu ou pas « remanié » par rapport à la version précédente) soumis à consultation publique depuis le 10 décembre 2014.

Attaché à l'efficacité et la simplification des processus opérationnels de mutualisation inter-opérateurs, le Groupe Numericable-SFR **souhaite exprimer à nouveau son profond désaccord quant aux mesures envisagées par l'ARCEP tant elles excèdent la compétence de l'Autorité en matière de régulation ex ante** et ce, principalement pour les raisons suivantes :

1. Les processus de mutualisation actuellement mis en œuvre par les experts des opérateurs FTTH, au terme de plus de six années d'échanges opérationnels au sein du Groupe protocolaire Interop'Fibre et de nombreuses réunions multi-opérateurs animées par l'ARCEP, fonctionnent, sont d'ores et déjà des processus industriels et standardisés, et sont parfaitement adaptés pour relever le défi de la commercialisation à grande échelle des réseaux fibre déployés. **Ces processus, ainsi que le cadre réglementaire actuel, concourent**

d'ores et déjà à un environnement concurrentiel effectif, directement observable dans la dynamique enclenchée dans les abonnements FttH, qui ne justifie en rien que de nouvelles mesures de régulation aussi contraignantes que celles envisagées par l'Autorité soient adoptées ;

2. Une refonte totale associée à un alourdissement des processus en vigueur se révélerait au contraire parfaitement inutile et contreproductive dès lors que :

- le nouveau système envisagé par l'ARCEP ne permettra pas – et en tous cas pas plus que le système actuel - **d'adresser le véritable besoin du** marché qui porte, non pas sur la nécessité pour les OC d'avoir accès à l'instant T de leur production à toutes les informations détenues par l'OI tout au long de la chaîne de déploiement, mais **sur la possibilité pour les OC d'accéder à des informations fiables et de qualité au moment où ces dernières leur sont véritablement utiles ;**
- des solutions alternatives existent, qui permettraient d'aboutir à des processus aussi performants et efficaces du point de vue de l'opérateur commercial que ceux souhaités par l'ARCEP, sans pour autant conduire à bouleverser l'ensemble du cadre réglementaire actuel à un moment où il est au contraire fondamental de capitaliser sur les avancées protocolaires, sécuriser la dynamique et l'accélération enclenchées dans les déploiements ;
- la complexité du nouveau système envisagé par l'ARCEP, les surcoûts de développement induits ainsi que les délais - totalement irréalistes – associés, conduiront inévitablement à fragiliser encore un modèle économique déjà très tendu tout en dissuadant les opérateurs d'investir, ce qui ne pourra que nuire *in fine* au déploiement rapide des réseaux FttH au détriment des consommateurs.

3. A l'opposé de l'approche privilégiée par les instances de l'Union européenne, le nouveau projet de décision de l'ARCEP conduit à imposer à des opérateurs ne disposant d'aucune puissance significative sur le marché des mesures et obligations parmi les plus contraignantes existant en matière de régulation asymétrique, aboutissant, ce faisant – au moyen d'une réglementation dissuasive, invasive et déséquilibrée – à dévoyer un instrument de régulation (l'article 5 de la Directive « Accès ») devant par nature rester exceptionnel.

- **Aucune défaillance/carence des processus actuels de mutualisation ne permet de justifier l'adoption de nouvelles mesures de régulation.**

Le **cadre concurrentiel effectif** qui prévaut aujourd'hui en France, n'appelle pas de mesures supplémentaires qui viendraient pallier des défaillances.

Comme l'a rappelé à plusieurs reprises la Commission européenne (ci-après la « Commission »), l'adoption de mesures de régulation *ex ante* - de nature symétrique ou asymétrique - **doit nécessairement reposer sur le constat préalable d'une carence du marché potentiellement nuisible à son bon fonctionnement concurrentiel** et nécessitant que de telles mesures soient adoptées afin de remédier au dysfonctionnement constaté.

Puisqu'elles peuvent constituer une limite à la libre prestation de service consacrée par le TFUE, **les obligations imposées en matière de régulation *ex ante* sont et doivent rester par nature exceptionnelles et strictement limitées aux problèmes identifiés.**

Ceci est d'autant plus vrai en matière de régulation symétrique que cet instrument permet d'imposer des mesures lourdes et extrêmement contraignantes à des opérateurs qui ne disposent d'aucune puissance significative sur le marché.

Ce principe fondamental a encore été très récemment mis en exergue par la Commission européenne dans la lettre qu'elle a adressée à l'ARCEP le 18 septembre dernier à propos de son projet de décision réglementaire relative aux marchés 1 et 2 et dans laquelle elle ne manquait pas de souligner, s'agissant de la régulation symétrique applicable aux services à valeur ajoutée :

*« Toutefois, la Commission rappelle que, selon elle, **l'article 5 de la directive « accès » doit être utilisé avec précaution, compte tenu du principe général consacré par le cadre réglementaire de l'UE dans le domaine des télécommunications, selon lequel il ne faut imposer des mesures de régulation qu'en cas de nécessité, et que ces mesures doivent être proportionnées à la défaillance du marché constatée** »<sup>1</sup>.*

Force est toutefois de constater que loin de s'y conformer, le nouveau projet de décision symétrique de l'ARCEP s'inscrit à rebours de ce principe général en définissant de nouvelles obligations auxquelles l'ensemble des opérateurs engagés dans le déploiement de réseaux en fibre optique devront une nouvelle fois se plier sans pour autant que de réels dysfonctionnements des processus de mutualisation actuellement en vigueur puissent être constatés.

**En premier lieu** en effet, l'ARCEP justifie l'introduction des nouveaux processus d'échanges d'informations inter-opérateurs au regard du besoin croissant en interopérabilité et en efficacité opérationnelle qui pourrait être observé dans le cadre du système actuel et qui rendrait dès lors nécessaire un renforcement et une accélération de la standardisation et de l'industrialisation des processus actuellement en vigueur.

Pour ce faire, l'ARCEP prévoit ainsi, non seulement **d'accroître encore le périmètre des informations devant être fournies par les opérateurs d'immeuble dans le cadre des processus de mutualisation,** mais également d'imposer à ces derniers de développer **un véritable serveur dédié et centralisé de mise à disposition des données produites, associé à un système de notification permanente et automatisée** de toute évolution de ces dernières.

---

<sup>1</sup> Observations de la Commission du 18 septembre 2014 relatives au projet de décision de l'ARCEP concernant les marchés 1 et 2, C(2014) 6809, mis en évidence par nos soins.

Pour imposer une obligation de ce type à tous les opérateurs d'immeuble, l'ARCEP se fonde sur les articles L. 36-6, L. 34-8 I) et L. 34-8 III du code des postes et des communications électroniques (CPCE).

Or, en l'espèce, une telle base légale nous semble erronée.

Les articles L. 36-6 et L. 34-8 I) du CPCE permettent à l'ARCEP de fixer des prescriptions applicables aux conditions techniques et financières d'interconnexion et d'accès. Or, en l'espèce, il ne s'agit pas à proprement parler d'interconnexion ou d'accès mais d'une forme de « *standardisation imposée des interfaces de gestion des différents processus opérationnels* ». Ainsi, on sort de la logique « accès » pour imposer aux opérateurs d'immeuble de mettre en place « *une standardisation des interfaces de gestion* ».

En outre, l'article L. 34-8-3 du CPCE est conçu dans une optique « *définition de l'accès au réseau existant* » et non dans une optique de « *définition des conditions d'établissement des réseaux fibres* » par les opérateurs.

En conséquence, en se fondant sur les articles susvisés, l'ARCEP excède complètement ses compétences pour imposer à tout opérateur d'immeuble une forme de « *standardisation i* » des interfaces de gestion des différents processus opérationnels.

Par ailleurs, si, d'une manière générale, Numericable-SFR considère les sujets d'interopérabilité comme essentiels au bon fonctionnement du marché, elle regrette néanmoins que le renforcement et l'alourdissement des processus inter-opérateurs tels que souhaités par l'ARCEP semblent davantage procéder d'un certain volontarisme de sa part que du constat d'une réelle carence des outils et mécanismes actuellement mis en œuvre par les opérateurs :

- Les processus actuels d'échanges d'informations entre opérateurs d'immeuble et opérateurs commerciaux *via* les flux IPE et CR-MAD/CR-MAJ fonctionnent et permettent d'ores et déjà à tous les opérateurs qui le souhaitent de commercialiser des offres FttH dans de bonnes conditions ;
- Ces processus méritent en outre objectivement d'être qualifiés de mécanismes industriels <sup>2</sup>et standardisés : ils sont le fruit de près de six années de discussions entre les différents opérateurs actifs sur le segment des offres FttH au sein du Groupe Interop' Fibre (créé en 2008) et des réunions multi-opérateurs animées par l'ARCEP, discussions qui ont abouti à la définition en commun de protocoles standards mis en œuvre par les opérateurs dans leurs systèmes d'informations et mis à jour en tant que de besoin en fonction des carences pouvant être identifiées par le marché ;
- Les compte - rendus des réunions multilatérales organisées par l'ARCEP montrent par ailleurs que les opérateurs s'accordent très largement pour considérer que les catégories de données et informations figurant actuellement au sein des IPE et CR-MAD/CR-MAJ sont suffisantes pour permettre une exploitation commerciale des lignes FttH déployées dans de bonnes

---

<sup>2</sup> A fin septembre 2014, l'observatoire Arcep dénombrait 800 000 abonnés *via* les offres FTTH, soit une croissance annuelle de +67% du marché de détail.

conditions et que les débats portent en réalité plus sur la qualité et la fiabilité des données envoyées que sur leur éventuelle insuffisance;

- En tout état de cause, outre la possibilité pour l'ARCEP de formuler des recommandations ou d'arbitrer des différends, comme le prévoit l'article L. 36-8 du CPCE, l'évolution des protocoles à venir (et notamment la version 2.1 PM d'ores et déjà envisagée) permettra assurément de pallier toute éventuelle carence qui pourrait être identifiée au sujet des informations devant être mises à disposition des opérateurs commerciaux concernant les infrastructures ;
- Enfin, contrairement à ce que l'ARCEP indique dans son projet de décision, l'uniformisation des interfaces de gestion des différents processus opérationnels, qui se ferait *via* l'obligation pour les opérateurs d'immeubles de mettre à disposition des opérateurs commerciaux un serveur dédié, automatisé et centralisé, ne permettra pas d'éviter que des tests bilatéraux de fonctionnement soient réalisés entre chaque opérateur d'immeuble et chaque opérateur commercial. Ces tests sont en effet nécessaires pour la vérification du bon fonctionnement des flux d'informations entre les systèmes d'informations des deux opérateurs souhaitant s'interfacer.

Une refonte associée à un alourdissement des processus d'échanges inter-opérateurs est dès lors à ce jour **parfaitement inutile** et serait même contreproductive : **des mesures de régulation telles que la mise en place au bénéfice des opérateurs commerciaux d'une énorme base de données centralisée et automatisée imposées aux opérateurs d'immeubles n'est en rien justifiée.**

**En second lieu**, l'ARCEP justifie son projet de décision par la nécessité de prévenir les risques de discrimination qui existeraient notamment entre opérateurs intégrés et opérateurs non intégrés.

A ce titre, et se référant à la notion de non-discrimination par les extrants définie par la Commission dans une recommandation relative aux obligations pouvant être imposées aux opérateurs reconnus comme puissants sur le marché, l'ARCEP entend imposer à tout opérateur d'immeuble intégré une stricte équivalence – en termes de délais, de niveau de détail et de possibilité d'exploitation – entre les informations rendues accessibles à sa branche de détail et celles fournies aux opérateurs commerciaux signataires de sa convention d'accès. Plus encore, important une nouvelle fois en matière de régulation symétrique des concepts connus seulement de la régulation asymétrique, l'ARCEP souhaite pouvoir contrôler le respect de cette obligation de non-discrimination *via* la mise en place d'indicateurs de performance clefs, tout en imposant directement aux opérateurs d'immeubles un niveau de performance contractuel.

Là encore, on voit mal en quoi le cadre réglementaire actuel et les processus de mutualisation en découlant révéleraient des carences telles dans la prévention des risques de discrimination, qu'elles rendraient désormais absolument nécessaire l'adoption de nouvelles mesures de régulation telles que celles envisagées par l'ARCEP, qui plus est à la charge d'opérateurs ne disposant d'aucune puissance significative sur le marché :

- Le cadre symétrique actuellement en vigueur résultant des décisions 2009-1106 et 2010-1312 a déjà précisément pour objet de prévenir les risques de discrimination existant entre opérateurs intégrés et opérateurs non-intégrés ; c'est tout l'objet notamment des obligations relatives au délai de prévenance de trois mois (ou J3M) à compter de la mise à disposition du point de mutualisation et durant lequel l'activation des lignes associées au PM, quel que soit

l'opérateur commercial à l'initiative de la commande d'accès (branche commerciale de l'opérateur d'immeuble ou opérateur tiers), est prohibé ;

- Or, s'il fallait dresser un bilan des cinq années d'application de ces dispositions, il en ressortirait que les opérateurs sont particulièrement soucieux de les respecter et que très peu de réclamations enregistrées par l'ARCEP en matière de réglementation FttH ont trait à des problématiques de discrimination émanant d'opérateurs d'immeuble intégrés favorisant leurs propres branches commerciales au détriment d'opérateurs commerciaux tiers ;
- Au demeurant, dans l'hypothèse où des comportements déviants pourraient être constatés et auxquels les opérateurs concernés n'auraient pas remédié de façon spontanée, l'ARCEP dispose d'ores et déjà de l'ensemble des outils et instruments appropriés pour pouvoir les sanctionner ; de même, à l'occasion des réunions multilatérales et bilatérales qu'elle organise, l'ARCEP peut d'ores et déjà parfaitement arbitrer des différends ou expliciter certaines notions qui auraient besoin de faire l'objet d'une interprétation ;

Il ressort ainsi de l'ensemble des éléments ci-dessus qu'il n'est à ce jour nullement nécessaire d'adopter de nouvelles mesures de régulation afin de prévenir des risques en matière de discrimination **qui sont d'ores et déjà largement couverts par le cadre réglementaire actuel.**

Les protocoles d'échanges d'informations inter-opérateurs actuellement en vigueur ne présentent aucune carence qui puisse justifier de quelque façon que ce soit que de nouvelles mesures de régulation aussi contraignantes que celles envisagées par l'ARCEP soient adoptées. **Numericable-SFR émet ainsi les plus sérieuses réserves quant à la compatibilité des nouvelles mesures envisagées par l'ARCEP avec le cadre réglementaire européen tel que rappelé ci-dessus.**

\*       \*

\*

Au demeurant, dans l'hypothèse où de réelles défaillances dans les processus actuels de mutualisation pourraient être identifiées, **encore faudrait-il**, pour pouvoir être regardées comme compatibles avec le cadre réglementaire européen, **que les mesures adoptées par l'ARCEP pour y remédier soient strictement proportionnées aux dysfonctionnements constatés.**

Or, force est de constater que cette exigence de proportionnalité est loin d'être satisfaite par les mesures que l'ARCEP entend imposer de manière symétrique à l'ensemble des opérateurs engagés dans le déploiement de lignes en fibre optique.

- **De nouvelles mesures de régulation manifestement disproportionnées eu égard à la fois aux besoins du marché, aux conséquences induites pour les opérateurs d'immeubles et aux prétendues défaillances du système auxquelles l'ARCEP estime nécessaire de remédier**

L'exigence liée à la proportionnalité des mesures de régulation symétriques adoptées par les autorités de régulation nationales est inscrite à l'article 5§2 de la Directive « accès » qui dispose que **« Les obligations et conditions imposées [dans ce cadre] sont objectives, transparentes, proportionnées et non discriminatoires ».**

Le respect de cette exigence est d'autant plus fondamental en matière de régulation symétrique que les opérateurs sur lesquels pèsent les obligations adoptées ne disposent pas de puissance significative sur le marché.

Il convient de relever que les articles L. 34-8 et L. 34-8-III sur lesquels se fonde le projet de décision de l'ARCEP imposent une exigence de proportionnalité. Celle-ci résulte de la transposition des directives 2002/21/CE et 2002/20/CE.

Ainsi, s'il ressort de ces dispositions que l'ARCEP peut imposer de manière « proportionnée » les modalités de l'accès, tel est pourtant loin d'être le cas en l'espèce.

En effet, le développement d'un serveur centralisé et automatisé dans le seul but de donner aux opérateurs commerciaux un accès total, permanent et gratuit à une énorme base de données reproduisant de façon quasi instantanée<sup>3</sup> l'ensemble des informations devant être fournies par les opérateurs d'immeuble au titre des processus de mutualisation (dont le périmètre a encore été élargi par l'ARCEP dans son projet de décision), associé à un système de notification automatisée de la moindre évolution et permettant un archivage de toute modification sur une période de six mois, nécessitera une refonte complète et extrêmement coûteuse des outils et systèmes actuellement utilisés par Numericable-SFR alors que :

- De manière générale, le passage d'une logique de flux à une logique de stockage des informations dès leur production par l'opérateur d'immeuble fait relativement peu de sens sur le plan opérationnel dès lors que, comme l'ARCEP l'admet elle-même, les opérateurs commerciaux devront toujours continuer à recevoir une notification des informations les plus structurantes relatives en particulier à la mise à disposition des éléments de réseau mutualisés et qu'ils n'ont aucun besoin d'accéder à une base de données interrogeable à volonté dès lors qu'ils disposent déjà, dans le cadre des flux de notification qui continueront à leur être adressés, de toutes les informations utiles à l'exploitation commerciale des fibres déployée ;
- Les données supplémentaires dont l'ARCEP entend imposer la fourniture aux opérateurs commerciaux par les opérateurs d'immeuble, loin d'être structurantes, sont pour la plupart largement dispensables pour permettre l'exploitation commerciale des lignes FttH déployées dans des conditions adéquates **ou se révèlent parfaitement inutiles** aux opérateurs commerciaux à l'instant auquel ces données sont censées devoir être mises à leur disposition.

A cet égard, il convient de relever que plusieurs **informations que le projet de décision de l'ARCEP projette d'imposer** sont inexploitées à date par Numéricable-SFR dans les flux, et n'existent pas dans notre SI et par conséquent totalement **inutiles à l'industrialisation de la mutualisation FttH** (Cf exemples infra (i) ). Il convient de relever également que les informations demandées ne sont pas toutes pertinentes ou suffisamment exploitables en

---

<sup>3</sup> Cf article 2 du projet de décision prévoyant une notification de mise à disposition ou de mise à jour d'information dans un délai d'un jour calendaire

pratique. Globalement, les informations fournies dans l'IPE et dans les CR MAD PM (protocole 2.1) sont celles qui nous semblent nécessaires et suffisantes (ii).  
[...]

- En outre, on peut s'interroger sur la légalité de la disposition du projet de texte qui oblige les opérateurs d'immeuble à fournir des prestations ne devant pas faire l'objet « *d'une tarification spécifique* » (article 3 du projet de décision). Le Conseil d'Etat a jugé que la mise en place, au moyen d'une disposition réglementaire, des obligations qui portent atteinte au principe de liberté de commerce et d'industrie voire au principe de liberté tarifaire serait contraire à l'article 34 de la Constitution selon lequel seul le législateur est compétent pour déterminer les principes et les restrictions au « *régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales* ». (CE, 14 avril 1999, France Télécom). En conséquence, la base juridique imposant une telle obligation aux opérateurs d'immeuble, et qui ne repose sur aucun fondement législatif, nous semble très fragile.
- Les délais auxquels l'ARCEP entend soumettre les opérateurs d'immeuble pour intégrer et notifier les informations utiles à la mise en œuvre des processus de mutualisation (un jour calendaire à compter de leur fait générateur sont irréalistes et ne font aucun sens sur le plan opérationnel pour un opérateur commercial. En effet, outre le fait que ces délais seront difficiles à mettre en œuvre par les opérateurs d'immeuble, le véritable enjeu industriel n'est pas pour un opérateur commercial de pouvoir accéder à toute information à l'instant T de sa production mais de pouvoir disposer d'une information exploitable et de qualité, de façon simultanée avec les autres opérateurs, quel que soit son mode de mise à disposition ;
- La conservation de versions historicisées des informations mises à disposition des opérateurs commerciaux sur une période de six mois n'a là-encore aucun sens sur le plan opérationnel dès lors que, dans la version la plus aboutie des protocoles d'échanges inter-opérateurs, les flux notifiés comportent déjà un suivi des dates de mise à disposition des éléments de réseau mutualisés, seules informations susceptibles de présenter un véritable intérêt pour les opérateurs commerciaux en termes de suivi des différentes mises à jour des informations notifiées.
- Ainsi, au regard de la multitude d'informations demandées, de la complexité de celles-ci et des exigences en terme de délais (fréquence quotidienne), ce projet de décision de l'ARCEP ne répond pas à l'exigence de proportionnalité telle qu'il résulte des articles L. 34-8 et L. 34-8-3 du CPCE et paraît incompatible avec la jurisprudence du Conseil d'Etat du 24 juin 2013 (Société AT&T Global Network Services France SAS et autres).
- Surtout, des solutions alternatives existent, qui permettraient d'aboutir à des processus aussi performants et efficaces du point de vue de l'opérateur commercial que ceux attendus par l'ARCEP, sans pour autant conduire à bouleverser totalement le cadre réglementaire et les mécanismes que les opérateurs ont mis six années à définir, développer puis intégrer dans leur SI. Pour ce faire, il suffirait que l'ARCEP (i) reprenne les derniers travaux protocolaires menés par le Groupe Interop' Fibre aux fins d'accélérer la standardisation et l'efficacité des échanges liés à la mutualisation des réseaux en fibre optique et (ii) impose ou recommande formellement l'utilisation par tout opérateur d'immeuble et tout opérateur commercial des versions protocolaires validées les plus abouties (celles-ci pouvant au demeurant être enrichies de nouvelles données dont la mise à disposition pourrait être considérée comme structurante pour les opérateurs commerciaux).



Quant à l'obligation de s'engager dans leurs offres d'accès sur des SLA et SLG que l'ARCEP entend faire peser sur les opérateurs d'immeuble, celle-ci apparaît totalelement prématurée et sans fondement légal étant donné le peu de recul des opérateurs d'immeuble sur les conditions d'optimisation des processus correspondants (ce que, au demeurant, l'ARCEP reconnaît implicitement puisqu'elle estime elle-même nécessaire de mettre en place un suivi trimestriel d'indicateurs de performance afin de lui permettre de mesurer « *les niveaux de performance réels des opérateurs d'immeuble* »).

\*       \*

\*

Les éléments ci-dessus montrent ainsi sans ambiguïté le caractère **manifestement disproportionné des nouvelles mesures de régulation** que l'ARCEP entend imposer aux opérateurs engagés dans le déploiement de réseaux en fibre optique. Là encore, Numericable-SFR ne peut donc que s'interroger sur la compatibilité du nouveau dispositif envisagé par l'ARCEP au regard du cadre réglementaire européen auquel elle doit pourtant impérativement se conformer.

Ceci est au demeurant d'autant plus vrai que le projet de décision de l'ARCEP, **à l'opposé de l'approche pourtant privilégiée par les instances de l'Union Européenne en matière de régulation, conduit à une réglementation déséquilibrée, invasive, dissuasive et contraire au bon fonctionnement concurrentiel sur les marchés de gros concernés.**

- **Une utilisation extensive, et à rebours des objectifs et principes privilégiés par le cadre réglementaire européen, d'un instrument de régulation devant pourtant rester exceptionnel**

Comme l'a parfaitement rappelé l'Autorité de la concurrence dans son avis n°10-A-18 du 27 septembre 2010, « *le cadre communautaire, s'il offre de nouvelles compétences symétriques aux régulateurs sectoriels pour favoriser la mutualisation, continue, à travers la « recommandation NGA » de la Commission [...], de centrer la régulation sur le cadre asymétrique de l'analyse des marchés* »<sup>4</sup>.

Aux termes de l'article 8§5 de la Directive « Cadre », l'adoption de mesures de régulation *ex ante* ne se justifie en effet « [...] que « ***lorsqu'il n'y a pas de concurrence efficace et durable*** ».

Or, il convient de souligner que le président de l'ARCEP, lui-même, reconnaissait, en introduction du GRACO plénier le 2 décembre 2014, que « *Sur le seul FttH, la France est, au sein des grands pays d'Europe, avec près de 4 millions de prises éligibles, fin 2014, celui qui a le déploiement le plus avancé. (...) Les abonnements au THD atteignent désormais 2,5 millions, avec une croissance annuelle de l'ordre de 78% pour les seuls abonnements FttH. Il me semble d'ailleurs important de souligner que c'est bien l'ensemble des opérateurs qui prennent part à ce succès (historique, alternatifs, RIP), préservant ainsi ce qui a fait le succès du DSL et du dégroupage en France : **un cadre concurrentiel effectif** ».*

---

<sup>4</sup> Avis de l'Autorité de la concurrence n°10-A-18 du 27 septembre 2010 relatif à un projet de décision de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes portant sur le déploiement de la fibre optique en dehors des zones très denses, point 20, mis en évidence par nos soins.

Ce cadre concurrentiel effectif est conforté par les chiffres de l'Observatoire de l'ARCEP pour le T3 2014 qui indiquent que « *Au 30 septembre 2014, 3,6 millions de logements étaient éligibles aux offres FttH, soit une hausse de 33% en un an. Pour 2,2 millions, soit environ 60% de ces logements (+33% en un an), au moins deux opérateurs sont en mesure de commercialiser des offres à très haut débit en fibre optique grâce aux mécanismes de mutualisation prévus par le cadre réglementaire* ».

Il résulte de ce qui précède que le cadre réglementaire initié en 2009 fonctionne bien et que les opérateurs trouvent leur compte dans le déploiement du réseau FttH.

En conséquence, toute complexification des mécanismes en place pour les opérateurs d'immeuble (au demeurant, il convient de relever que les méthodologies existantes n'ont jamais donné lieu à des contentieux) risquerait de nuire à la concurrence sur les marchés de gros et au déploiement rapide des réseaux FttH au détriment des consommateurs en dissuadant les opérateurs d'investir.

En outre, dans ses observations du 26 novembre 2010 sur le projet de décision réglementaire de l'ARCEP concernant l'accès aux lignes en fibre optique sur le territoire français à l'exception des zones très denses ainsi que dans sa lettre précitée du 18 septembre 2014 concernant le projet de décision de l'ARCEP relative aux marchés 1 et 2, la Commission rappelait ainsi à l'Autorité « *qu'une ARN ne devrait, en principe, mettre en œuvre [d]es mesures correctrices relatives à l'accès et à la collecte qu'après avoir procédé à une analyse de marché et reconnu un opérateur comme puissant sur le marché (PSM)* »<sup>5</sup> et insistait sur le fait que « *l'article 5 de la directive « accès »* [fondant la possibilité pour les régulateurs sectoriels d'adopter des mesures de régulation symétriques] *devait être utilisé avec précaution* »<sup>6</sup>.

Or, à l'opposé des principes fondant le cadre réglementaire *ex ante* dans le domaine des communications électroniques et à rebours des recommandations et mises en garde de la Commission, l'ARCEP n'hésite pas à transposer dans son projet de décision symétrique **des obligations parmi les plus lourdes qui existent en matière de régulation asymétrique (SLA, SLG etc.) pour les mettre à la charge d'opérateurs ne disposant d'aucune puissance significative sur le marché, faisant ainsi une application extensive et injustifiée d'un instrument dont l'utilisation doit par nature demeurer exceptionnelle.**

Une telle utilisation à contre-emploi de l'article 5 de la Directive « Accès » est d'autant plus injustifiée qu'elle conduit à complexifier encore davantage une réglementation des réseaux FttH parmi les plus complexes en Europe, tout en faisant peser des charges disproportionnées et contraires au principe d'efficacité des investissements sur les opérateurs engagés ou en passe de l'être dans le déploiement des réseaux de nouvelle génération.

\*       \*

\*

---

<sup>5</sup> Observations de la Commission du 26 novembre 2010 concernant le projet de décision réglementaire de l'ARCEP sur les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur le territoire français à l'exception des zones très denses, réf. C(2010)8623, mis en évidence par nos soins.

<sup>6</sup> Observations de la Commission précitées du 18 septembre 2014 relatives au projet de décision de l'ARCEP concernant les marchés 1 et 2, mis en évidence par nos soins.

Au final, le groupe Numéricable/SFR souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que le modèle économique lié au déploiement des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique est déjà très tendu. Les processus techniques et opérationnels mis en œuvre par les opérateurs concernant la mutualisation des réseaux à très haut débit en fibre optique doivent objectivement être qualifiés de mécanismes industriels et standardisés : ils sont le fruit de près de six années de discussions entre les différents opérateurs actifs sur le segment des offres FttH au sein du Groupe Interop' Fibre (créé en 2008) et des réunions multi-opérateurs animées par l'ARCEP, discussions qui ont abouti à la définition en commun de protocoles standards mis en œuvre par les opérateurs dans leurs systèmes d'informations et fréquemment mis à jour.

Toute modification de ce système d'information dans des délais au demeurant irréalistes, conduirait inéluctablement à freiner le déploiement du FttH afin de redéfinir un périmètre permettant de retrouver un équilibre économique. Au demeurant, le surcoût inhérent à l'évolution du SI envisagée par le projet de décision de l'ARCEP ne doit pas être sous-estimé.

Aujourd'hui, au regard des derniers chiffres de l'Observatoire de l'ARCEP du T3 2014 sur le déploiement des prises FttH, on constate que les processus techniques et opérationnels mis en œuvre par les opérateurs d'immeuble concernant la mutualisation des réseaux FttH sont devenus des mécanismes industrialisés et standardisés et que tous les opérateurs trouvent leur compte dans le déploiement du réseau FttH.

Or, la remise en cause permanente de ce cadre réglementaire, sa complexité et les coûts de développement associés pour les opérateurs d'immeuble, risque de nuire substantiellement au déploiement rapide des réseaux FttH au détriment des consommateurs en dissuadant les opérateurs d'investir. Il apparaît donc primordial de laisser les opérateurs d'immeuble travailler et déployer le FttH avec les outils efficaces qui ont déjà été mis en place.